PS

N°821

DU 30 AVRIL AU 6 MAI 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5 €

l'hebdo des socialistes

1936 2016 La même Histoire ?

© L'OURS

Au soir du second tour des élections législatives du 3 mai 1936, l'ensemble des composantes du Front populaire obtenait une victoire écrasante avec plus de 57 % des suffrages. Léon Blum allait pouvoir impulser, avec l'ensemble de son gouvernement, des réformes sociales dont nous bénéficions encore aujourd'hui.

80 ans après, le monde a changé, la France a changé et la gauche a changé. Dans la plupart de ses composantes, la gauche s'est adaptée à ce nouveau monde. Mais en 2016, même si elle apparaît aussi divisée qu'en 1936, la gauche n'a pas encore trouvé une unité nécessaire à son existence au second tour de la prochaine échéance électorale de 2017. Car la différence politique fondamentale entre 1936 et 2016 reste que la gauche doit s'unir dès le premier tour aujourd'hui, quand elle avait encore la latitude de multiplier les partitions en 1936.

Pourtant, dans un contexte qui divise, où règne le PS-bashing, *« c'est le moment de la contre-offensive »* qui s'ouvre pour Jean-Christophe Cambadélis. Le Premier secrétaire explique que *« d'un côté il faut faire comprendre ce qu'a été réellement l'action du gouvernement depuis 2012 et de l'autre rassembler dans la Belle Alliance Populaire tous ceux qui ne veulent ni du libéralisme qui veut tout défaire, ni du conservatisme qui ne veut rien faire. »*

Si 1936 a été le début de grandes avancées sociales, 2012 a marqué le processus de « mise à jour » de ces avancées et a impulsé de nouvelles conquêtes sociales avec pour seul objectif pour les Socialistes : l'égalité et la justice sociale.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 628 321 voix

C'est le nombre de voix obtenues au second tour de l'élection législative du 3 mai 1936 par le Front Populaire. Ainsi le Front Populaire obtenait 57,17 % des suffrages. Sachant que le corps électoral était de 9 936 000 électeurs et que l'abstention était de 17,75 %. Pour rappel, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote…

AUTRICHE

L'EXTRÊME DROITE REVIENT

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne le 25 avril fait l'effet d'un choc. Les Autrichiens ont voté à plus de 35 % en faveur d'un candidat d'extrême droite ! Le deuxième tour dans un mois opposera le candidat écologiste au candidat d'extrême-droite arrivé en tête.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

La social-démocratie autrichienne *(SPÖ)* est l'autre parti dominant depuis les origines. Entre 1927 et 1934, elle organise une branche armée qui lutta contre l'extrême droite – les partisans du chancelier Dolfuss et les nazis. Les combats firent des centaines de morts. Dans l'Histoire du pays, on parle d'ailleurs de « guerre civile ». Le grand tabou c'est l'absence de dénazification dans un pays qui fut à la fois victime et actrice du nazisme.

L'USURE DES GRANDES COALITIONS

Après la fin de la guerre, les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates *(ÖVP)* organisent le « *Proporz system* », une sorte de co-gestion bipartisane dans beaucoup de domaines de la vie publique pour sortir des traumatismes de la guerre civile. Les grandes coalitions SPÖ-ÖVP ou ÖVP-SPÖ dominent la vie politique sans discontinuer sauf entre 1966-1970 où la droite gouverne seule et 1970-1983, les années Bruno Kreisky où la gauche gouverne seule. Puis une alliance avec les libéraux *(le FPÖ avant son virage à l'extrême droite)* dans les années 80. Ce bipartisme autrichien laisse un espace pour l'extrême droite avec le Parti de la liberté *(FPÖ)*, d'abord libéral, devenu national-populiste.

L'INCONTOURNABLE EXTRÊME DROITE

Dans les années 80, les Autrichiens élisent l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim ancien officier SS et accusé d'avoir déportés des Juifs des Balkans. En 2000, le conservateur Wolfgang Schüssel forme un gouvernement de coalition avec l'extrême droite après la victoire du FPÖ. Dirigé par Jörg Haider. L'UE applique des sanctions contre l'Autriche jugées contreproductives et abandonnées en quelques mois.

Enfin, à la présidentielle de 2010, le candidat social-démocrate n'a face à lui qu'une candidate d'extrême droite qui réalise le score de 15 %.

Bref, l'extrême droite a, depuis longtemps, réellement dépassé les 30 %. En juin 2015, le SPÖ forme une coalition avec le FPÖ

© Joe Klamar /AFP

dans le Burgenland, un petit Land de l'Est du pays. Le Parti socialiste avait d'ailleurs fortement protesté à cette époque.

Cette permanence des coalitions, malgré une très forte implantation des structures issues de la social-démocratie, laisse planer un sentiment de société bloquée aujourd'hui qui s'est libéré par un vote ultra-conservateur dans un pays où la nostalgie de la grandeur passé existe chez certains. Indéniablement, dans ce pays riche, où le niveau de chômage est faible, la question des réfugiés a marqué les esprits et l'extrême droite n'a eu qu'à ramasser la mise. Le SPÖ a appelé à voter pour le candidat Vert. A l'évidence, la situation autrichienne sera regardée avec attention par toute l'Europe car, à bien des égards, c'est un nouveau cours inquiétant pour la démocratie en Europe qui a commencé, tragiquement le 25 avril.

–

Par Pierre Kanuty

© AFP

LE FRONT POPULAIRE CE FUT AUSSI EN ESPAGNE

Chacun se souvient du Front populaire qui fut, pour les socialistes, la première expérience à la tête d'un gouvernement après les élections de juin 1936. En cela, ils furent devancés de quelques mois par leurs camarades espagnols. À la lumière de l'état de la gauche aujourd'hui de l'autre côté des Pyrénées, il n'est pas inintéressant de revisiter cette histoire en espérant qu'elle soit encore dans la mémoire des acteurs politiques d'aujourd'hui.

Imaginez un peu ! Une alliance de toute la gauche espagnole – socialistes du PSOE, communistes du PCE, antistaliniens du POUM, Républicains de gauche, nationalistes de gauche galiciens et catalans, tout cela avec le soutien des syndicats socialiste *(UGT)* et anarchiste de la CNT. Quelle belle alliance ! Ce front populaire fut d'une certaine manière un front ouvrier assez unique dans l'Histoire car on ne connaît pas d'autres exemples aussi puissants d'une telle coalition.

Les élections de 1936 voient s'affronter une alliance de toute la gauche, le *Frente popular* et une coalition des droites, le Front national.

Les réformes du Front populaire ne sont pas assez radicales y compris pour des populations frappées par la pauvreté. Les tensions montent notamment avec des massacres de prêtres catholiques.

Battue dans les urnes, c'est sur les champs de bataille, que la droite va chercher à prendre sa revanche. Les généraux Mola et Franco organisent un coup d'État. La guerre civile fera un demi million de morts.

Du souvenir du *Frente popular* reste l'idée que l'unité de la gauche à la base est possible, avec les organisations ouvrières et partisanes, que le parlementarisme permet les réformes et qu'en face, la réaction, c'est-à-dire les forces conservatrices sont prêtes à tout pour reconquérir le pouvoir qu'elles considèrent comme leur appartenant.

Dans l'Espagne d'aujourd'hui, le Parti populaire est l'héritier du franquisme, qu'il n'a jamais renié. De leur côté, les socialistes espagnols se sont reconstruits en exil, grâce notamment au soutien de leurs camarades allemands et français et ils ont pu, après le retour de la démocratie en 1975 et les différents gouvernements de Felipe González entre 1982 et 1994 achevé l'œuvre de la Seconde République et du Front populaire : construire une Espagne démocratique avec un Etat social performant. C'est aussi le travail que veut poursuivre Pedro Sánchez et ses camarades.

–

Par Pierre Kanuty

BRÈVE DE LA SEMAINE /

GOODIES, BUT NOT OLDIES !

Des badges et des affiches célébrant les 80 ans du Front populaire ont été édités en quantité limitée. Ces « goodies » sont de véritables ornements de notre attachement aux avancées sociales de 1936.
Vous pouvez en obtenir quelques exemplaires par simple demande au Parti par mail à annick.jacquet@parti-socialiste.fr

#4 1936 2016

« ENFIN, LES DIFFICULTÉS COMMENCENT… »

80 ANS DU FRONT POPULAIRE

© L'OURS

Ces mots d'Alexandre Bracke, successeur de Léon Blum au *Populaire*, quand le gouvernement est formé le 4 juin 1936, se confirment rapidement… Principalement sur le terrain économique et social se joue le sort de la coalition. Les grandes grèves de mai-juin ont crée une vraie peur sociale. Les lois sociales votées dans la foulée, si elles concrétisent une espérance pour une part des Français, provoquent des ressentiments et des mécontentements dans une autre part. Sans contrôle des changes, le gouvernement se trouve face à une « fuite » importantes des capitaux qui fragilise le franc pendant tout l'été. La politique, fidèle au cadre défini par le programme électoral, repose sur toute une série de mesures pour accroitre la consommation, mais s'inscrit dans les structures économiques fragiles. Léon Blum expose le 31 mai, devant les socialistes : *« C'est cela l'objet de notre expérience, le vrai progrès est de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs »*. Cette politique suppose, dès lors, une forme de confiance des porteurs de capitaux.

La hausse des dépenses sociales, dans la suite des Accords de Matignon, entraîne celle des coûts salariaux. L'appareil de production ne repart pas. L'affaiblissement du rendement de l'impôt et l'hémorragie des capitaux débouchent sur une crise de trésorerie qui contraint Léon Blum à procéder, fin septembre 1936, à la dévaluation. Une reprise de la production se marque pendant quelques mois. Mais, elle va être freinée par les effets d'une application trop rigide de la loi des 40 heures de travail hebdomadaire sans adaptations aux différents types de main d'œuvre. Les difficultés s'accumulent à la fin 1936. Si le chômage diminue, la production baisse aussi. Ceci provoque une hausse des prix, qui entame le pouvoir d'achat et les « acquis » de juin, nourrissant ainsi des revendications et des poussées de grèves. Il en résulte un climat social troublé dans un contexte politique tendu. La droite se réorganise. Jacques Doriot crée le Parti populaire Français, premier vrai parti fasciste. Le problème principal vient du Parti radical dont une part de sa base sociale dénonce la hausse des charges sociales, désapprouve la dévaluation, s'alarme de l'influence communiste. En février 1937, l'annonce par Léon Blum de la « pause » des réformes ne change pas la situation. Les critiques du Parti radical se font plus vives. Édouard Daladier, vice-président du Conseil, en arrive, naturellement à les reprendre à son compte. Se dessine ainsi en avril-mai 1937, en filigrane une majorité nouvelle. Respectant la légalité, Léon Blum présente la démission de son gouvernement le 22 juin. Le Front populaire va se survivre jusqu'à l'été 1938, mais l'élan est brisé.

–

Par Alain Bergounioux

« LÉON BLUM : LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE »

Le dernier ouvrage d'Alain Bergougnioux publié par la Fondation Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes dépeint le portrait de Léon Blum en 1936. À lire au moment de la commémoration des 80 ans du Front Populaire.

À travers ce portrait de Léon Blum, Alain Bergougnioux propose une analyse des enjeux *« qui parfois ne sont pas sans écho avec la période actuelle »*.

Identifié, presque exclusivement, dans la mémoire nationale à la courte « embellie » de l'été 1936, Léon Blum est parfois invoqué, aujourd'hui, par la droite même ! Mais ce consensus est fragile. Il ne faut pas oublier qu'il a été un des hommes politiques les plus calomniés de la vie politique française, qu'il a été vilipendé par Vichy et traîné au procès de Riom en 1942, déporté, comme otage, à Buchenwald ensuite. La « synthèse » jaurésienne avait voulu unir étroitement l'idée socialiste et l'idée républicaine – forgeant, en cela, largement la nature du socialisme français. Il a appartenu à Léon Blum de la faire vivre en des temps périlleux.

Cet essai livre en annexe quatre discours de référence : son discours lors du Congrès de Tours en décembre 1920, un discours à la Chambre des députés le 6 juin 1936, la fin de sa plaidoirie au procès de Riom le 11 mars 1942, son intervention au 38e congrès de la SFIO le 29 août 1946.

–

Par Alain Bergounioux

En savoir plus :
http://www.jean-jaures.org/Publications/Essais/Leon-Blum-le-socialisme-et-la-Republique

80 ANS DU FRONT POPULAIRE 1936 2016

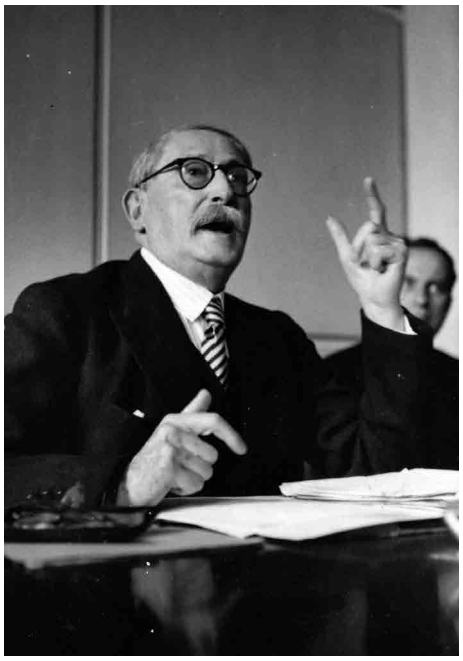
LÉON BLUM

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE 1936 À 1937 ET EN MARS -AVRIL 1938

Propos «*virtualisés*» par Christophe Disic

“L'OBJET DU SOCIALISME EST DE RASSEMBLER !”

À travers cette interview posthume réalisée sur la base de quelques uns de ses discours*, voici ce que Léon Blum aurait pu nous répondre aujourd'hui par ses mots éclairants de modernité.



© L'OURS

Notre gouvernement entreprend des réformes. Quel regard portez-vous ?

Tout comme aujourd'hui, nous avions proposé un large système de simplification et de détente fiscale, soulageant la production et le commerce, ne demandant de nouvelles ressources qu'à la contribution de la richesse acquise, à la répression de la fraude et surtout à la reprise de l'activité générale. Le gouvernement sait qu'à un pays comme la France, mûri par un long usage de la liberté politique, on peut parler sans crainte le langage de la vérité et que la franchise des gouvernants rassure – bien loin d'altérer – la confiance nécessaire de la nation elle-même. Notre action doit et peut répondre à toutes les aspirations généreuses, bénéficier à tous les intérêts légitimes.

Gouverner n'est pourtant pas si simple…

Quand un parti politique a suffisamment de garanties pour que son groupe parlementaire possède la majorité ou bien qu'il soit devenu un élément nécessaire à toute majorité, alors les problèmes de l'action socialiste, devenus déjà les problèmes de l'action politique et de l'action parlementaire, deviennent les problèmes du pouvoir. Quand nous exerçons le pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, nous le faisons de bonne foi, nous le faisons dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais aussi dans l'intérêt général de la nation.

Le projet actuel de Loi travail connaît-il les mêmes réticences que votre Loi sur les contrats collectifs ?

La loi sur les contrats collectifs, c'est elle qui a introduit la démocratie dans l'usine, celle qui frustre le patron de son droit, peut-être essentiel, lié dans une certaine mesure à son droit de propriété : le droit de discuter en tête-à-tête avec chacun de ses ouvriers, les conditions de travail. C'est elle qui fait du contrat de travail la matière d'une discussion égale, paritaire entre ouvriers et patrons, entre collectivité ouvrière et collectivité patronale. Sous quelque forme qu'on la conçoive, même quand on la conçoit, comme on le fait aujourd'hui, l'organisation du travail ne peut être qu'un système plus ou moins complexe de coopération, embrassant tous les personnels de l'entreprise, depuis le patron jusqu'au dernier manœuvre.

Qu'est ce qui fonde notre démocratie ?

Le peuple français manifeste sa décision inébranlable de préserver – contre toutes les tentatives de la violence ou de la ruse – les libertés démocratiques qui ont été son œuvre et qui demeurent son bien. Ce qui crée l'autorité dans une démocratie, c'est la rapidité et l'énergie d'une action méthodiquement concertée, c'est la ferme détermination de mettre un terme à toutes les formes de la corruption.

Que vous inspire les divergences internes au Parti ?

Lorsque nous nous sentons parfois enfermés dans les divisions, les dissensions, les intrigues, nous n'avons qu'une chose à faire : nous devons regarder plus haut. Et, alors, nous verrons que nous sommes profondément d'accord. Nous avons le droit de penser qu'à une situation qui nous apparaîtra comme nouvelle dans le monde doit correspondre une conception socialiste entièrement nouvelle. Et accepter, cela veut dire accepter dans son intelligence, dans son cœur et dans sa volonté. Cela veut dire accepter avec la résolution de se conformer désormais d'une façon stricte dans sa pensée et dans son action, à la nouvelle doctrine formulée. Le trouble de notre Parti cessera un jour et l'on verra revenir les temps qui sont les nôtres, qui sont ceux de la démocratie et du socialisme, parce qu'ils seront à la fois ceux de la justice et de la raison.

« LE PEUPLE FRANÇAIS MANIFESTE SA DÉCISION INÉBRANLABLE DE PRÉSERVER LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES. »

La Belle alliance populaire semble contribuer à dépasser ces divergences ?

Comme la raison d'être de la coalition de «*Front populaire*» c'est un réflexe de défense instinctive contre les menaces, contre les dangers, dont sont menacées, en France, les institutions républicaines et la liberté elle-même. La cité socialiste n'est ni la caserne ni le cloître. Le socialisme n'est pas un parti en face d'autres partis. Son objet, c'est de rassembler ! À l'intérieur de ce crédo, de cette affirmation essentielle, toutes les variétés, toutes les nuances d'opinion sont tolérées. Ce que je sais, quant à moi, c'est que le destin du socialisme ne dépend pas entièrement des socialistes. Je sais que dans cette crise comme dans tant d'autres, le socialisme fera surgir des profondeurs de la nation les forces et les hommes nécessaires à sa victoire.

**Ces propos sont issus des discours prononcés lors du Congrès de Tours en décembre 1920, à la Chambre des députés le 6 juin 1936, au 38e congrès de la SFIO le 29 août 1946 et lors de sa plaidoirie au procès de Riom le 11 mars 1942.* *(voir page précédente)*

Retrouvez la version intégrale de cette interview sur le site http://bit.ly/ITWLeonBlum

10, rue de Solférino, 75333 Paris - Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 52 • hebdo@parti-socialiste.fr • **DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DE LA PUBLICATION** • Olivia Polski • **DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION** • Karine Gautreau • **COORDINATION ÉDITORIALE** • Christophe Disic • **RÉDACTEURS** • Christophe Disic, Alain Bergougnioux, Pierre Kanuty • **PHOTOGRAPHES** • L'OURS, AFP • **MAQUETTE** • Stéphanie Zoete • **FLASHAGE ET IMPRESSION** • PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223 • **ISSN** 127786772 • ¨L'hebdo des socialistes¨ est édité par Solfé Communications, tiré à 22000 exemplaires